



Nations Unies

Rapport du Comité du programme et de la coordination

**Cinquante et unième session
(6 juin-1^{er} juillet 2011)**

**Assemblée générale
Documents officiels
Soixante-sixième session
Supplément n° 16**

Assemblée générale
Documents officiels
Soixante-sixième session
Supplément n° 16

Rapport du Comité du programme et de la coordination

**Cinquante et unième session
(6 juin-1^{er} juillet 2011)**



Nations Unies • New York, 2011

Note

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote renvoie à un document de l'Organisation.

Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Page</i>
I. Organisation de la session.	1
A. Ordre du jour.	1
B. Élection du Bureau.	2
C. Participation.	3
D. Documentation.	4
E. Adoption du rapport du Comité.	4
II. Questions relatives au programme.	5
A. Budget-programme de l'exercice biennal 2010-2011 et projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013.	5
B. Évaluation.	14
1. Renforcement du rôle de l'évaluation et meilleure application des conclusions des évaluations lors de la conception et de l'exécution des programmes et dans les directives de politique générale (A/66/71).	14
2. Évaluation programmatique du Département des affaires économiques et sociales.	17
3. Examen triennal de l'application des recommandations formulées par le Comité du programme et de la coordination à sa quarante-huitième session sur l'évaluation approfondie du programme affaires politiques : missions politiques spéciales sur le terrain dirigées par le Département des affaires politiques mais financées par le Département de l'appui aux missions.	19
III. Questions de coordination.	21
A. Rapport annuel d'ensemble du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination pour 2010/11.	21
B. Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique. .	24
IV. Ordre du jour provisoire de la cinquante-deuxième session du Comité.	29
Annexes	
I. Ordre du jour de la cinquante et unième session du Comité.	31
II. Documents dont a été saisi le Comité à sa cinquante et unième session.	32

Chapitre I

Organisation de la session

1. Le Comité du programme et de la coordination a tenu sa session d'organisation (1^{re} séance) le 28 avril 2011 et sa session de fond du 6 juin au 1^{er} juillet 2011 au Siège de l'Organisation des Nations Unies. Il a tenu au total 10 séances et une vingtaine de consultations officielles.

2. À la 2^e séance, le 6 juin, plusieurs délégations ont fait part de leurs préoccupations devant les retards et les difficultés rencontrés par certains États Membres pour obtenir des visas d'entrée du pays hôte. Le Comité a rappelé que l'Assemblée générale, dans sa résolution 65/244, a fait siennes les conclusions et recommandations du Comité relatives au projet de cadre stratégique pour la période 2012-2013, figurant dans la section A du chapitre II de son rapport sur les travaux de sa cinquantième session (A/65/16). Le Comité a en particulier ses recommandations concernant le programme 6 (Affaires juridiques) relatives à l'obligation juridique qui incombe au pays hôte d'accorder des visas d'entrée aux officiels de tous les États Membres qui participent aux réunions de l'Organisation des Nations Unies.

A. Ordre du jour

3. On trouvera à l'annexe I du présent rapport l'ordre du jour de la cinquante et unième session, adopté par le Comité à sa session d'organisation (1^{re} séance).

Sélection des rapports du Corps commun d'inspection

4. À la 1^{re} séance, le 28 avril, l'attention du Comité a été appelée sur la note du Secrétariat (E/AC.51/2011/L.2) l'informant qu'il n'y avait pas de rapport du Corps commun d'inspection à lui présenter pour examen. À sa 2^e séance, le 6 juin, le Comité a en outre été informé que, conformément à la résolution 2008 (LX) du Conseil économique et social et à la résolution 59/267 de l'Assemblée générale, aucun rapport du Corps commun d'inspection ne serait disponible pour la cinquante et unième session.

5. Au cours du débat, il a été rappelé qu'à la cinquantième session également, le Comité n'avait reçu aucun rapport du Corps commun d'inspection concernant les programmes économiques, sociaux et des droits de l'homme du système des Nations Unies, conformément au paragraphe 6 de l'annexe à la résolution 2008 (LX) du Conseil économique et social. À cet égard, l'on a également fait remarquer que l'une des missions clefs du Comité consiste à apporter au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale son concours en matière de coordination.

6. Le Comité s'est dit préoccupé par l'absence de rapport du Corps commun d'inspection, qui n'est pas conforme à la recommandation qu'il avait adoptée à sa quarante-septième session et que l'Assemblée générale avait reprise à son compte dans sa résolution 62/224 reconnaissant la nécessité de renforcer le dialogue du Comité du programme et de la coordination avec le Corps commun d'inspection sur les questions de coordination (voir A/62/16, par. 153).

7. Le Comité a aussi souligné que les recommandations adoptées à sa quarante-neuvième session et reprises par l'Assemblée générale dans sa résolution 64/229,

sur la nécessité de renforcer son rôle de coordination, par une meilleure coopération avec le Corps commun d'inspection, entre autres entités des Nations Unies, afin d'accroître l'efficacité de la planification et de prévenir les doubles emplois au sein du système des Nations Unies, n'ont pas été pleinement appliquées.

8. Le Comité a recommandé que l'Assemblée générale demande instamment au Corps commun d'inspection de redoubler d'efforts, en ayant à l'esprit les alinéas d) et e) du paragraphe 4 de l'article 11 de son statut, en vue de présenter au Comité des rapports pertinents au regard de la fonction de celui-ci.

Programme de travail

9. À sa 2^e séance, le 6 juin, l'attention du Comité a été appelée sur la note du Secrétariat relative à l'état de la documentation (E/AC.51/2010/L.1/Rev.1) dans laquelle figurait la liste des documents dont était saisi le Comité pour examen.

10. Toujours à sa 2^e séance, le Comité était saisi d'un document officiel contenant un projet de programme de travail provisoire pour la session. Le Comité a approuvé ce programme de travail, étant entendu que le Bureau y apporterait si nécessaire des ajustements au cours de la session.

B. Élection du Bureau

11. À sa 1^{re} séance, le 28 avril, Gastón Lasarte (Uruguay) a été élu, par acclamation, Président du Comité pour la cinquante et unième session.

12. À la même séance, le Comité a élu par acclamation les membres ci-après du Bureau pour la cinquante et unième session : Vice-Président : Chull-joo Park (République de Corée); et Rapporteur : Vladimir Pavlovich (Biélorus).

13. À la 2^e séance, le 6 juin, le Comité a élu par acclamation les membres ci-après du Bureau pour la cinquante et unième session : Vice-Présidents : Felix A. Datuowei (Nigéria) et Isi Yanouka (Israël).

14. Toujours à la 2^e séance, le Comité a été informé que Vladimir Pavlovich (Biélorus), qui avait été élu rapporteur du Comité du programme et de la coordination pour sa cinquante et unième session, ne serait pas en mesure de participer à la session et a demandé que des dispositions soient prises en vue de son remplacement.

15. À la 7^e séance, le 15 juin, le Comité a élu par acclamation Igor Krasnov (Biélorus) rapporteur du Comité.

16. Les membres du Bureau du Comité pour la cinquante et unième session sont :

Président :

Gastón Lasarte (Uruguay)

Vice-Présidents :

Isi Yanouka (Israël)

Chull-joo Park (République de Corée)

Felix A. Datuowei (Nigéria)

Rapporteur :

Igor Krasnov (Biélorus)

C. Participation

17. Les États Membres de l'ONU ci-après étaient représentés au Comité :

Afrique du Sud	Haïti
Algérie	Inde
Antigua-et-Barbuda	Iran (République islamique d')
Argentine	Israël
Arménie	Italie
Bélarus	Kazakhstan
Bénin	Namibie
Brésil	Nigéria
Chine	Pakistan
Comores	République centrafricaine
Cuba	République de Corée
Érythrée	Ukraine
Espagne	Uruguay
Fédération de Russie	Venezuela (République bolivarienne du)
Guinée	

18. Les États Membres de l'ONU ci-après étaient représentés par un observateur :

Autriche	Mexique
Égypte	Nicaragua
États-Unis d'Amérique	République-Unie de Tanzanie
France	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Japon	
Kenya	Sénégal
Maroc	Suisse

19. Les organisations intergouvernementales suivantes étaient représentées :

Union européenne

20. Les fonds et programmes suivants étaient représentés :

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

21. Le Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne; le Sous-Secrétaire général et Contrôleur au Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité; la Sous-Secrétaire générale et Directrice exécutive adjointe de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme; le Secrétaire du Conseil des chefs de secrétariat des organismes du système des Nations Unies pour la coordination et Sous-Secrétaire général à la coordination des politiques et aux affaires interorganisations au Département des affaires économiques et sociales; le Directeur du Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique et d'autres hauts fonctionnaires du Secrétariat étaient également présents.

D. Documentation

22. La liste des documents dont a été saisi le Comité à sa cinquante et unième session figure à l'annexe II du présent rapport.

E. Adoption du rapport du Comité

23. À sa 10^e séance, le 1^{er} juillet 2011, le Rapporteur a présenté le projet de rapport du Comité (E/AC.51/2011/L.4 et Add. 1 à 6).

24. À la même séance, le Comité a adopté le projet de rapport sur les travaux de sa cinquante et unième session (E/AC.51/2011/L.4 et Add. 1 à 6).

25. Avant la clôture de la session, les représentants de l'Argentine, de l'Algérie, de l'Afrique du Sud et du Bélarus ont fait des déclarations.

Chapitre II

Questions relatives au programme

A. Budget-programme de l'exercice biennal 2010-2011 et projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013

26. À ses 7^e, 8^e et 9^e séances, tenues les 15 et 16 juin 2011, le Comité a examiné le rapport récapitulatif sur les modifications à apporter au plan-programme biennal pour l'aligner sur le budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011 et sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013 (A/66/82). Il était également saisi du cadre stratégique pour la période 2012-2013 (A/65/6/Rev.1) et des chapitres pertinents du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013 [A/66/6 (Sect. 3, 15, 17 et 22)].

27. Les représentants du Secrétaire général ont présenté le rapport récapitulatif et répondu aux questions soulevées au cours du débat que le Comité lui a consacré.

Examen de la question

28. Toutes les délégations ont loué la présentation du rapport, qui constitue un guide de la planification stratégique, de la budgétisation, de la gestion et de la transparence dans l'Organisation.

29. Quelques incohérences ont été relevées dans les cadres stratégiques des fascicules du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013, aux chapitres suivants : 14 (Environnement), 26 (Réfugiés de Palestine) et 30 (Bureau des technologies de l'information et des communications), en comparaison avec le cadre stratégique approuvé pour la période 2012-2013 figurant dans le document A/65/6/Rev.1. Le Comité a été informé que des mesures avaient été prises pour régler le problème.

30. Des explications ont été demandées sur les raisons pour lesquelles le rapport récapitulatif du Secrétaire général sur les modifications à apporter au plan-programme biennal pour l'aligner sur le budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011 et sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013 ne prenait pas en compte les modifications du chapitre 16 (Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale) découlant des prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social à sa session de fond de 2010, approuvées à la section VII de la résolution 65/259 de l'Assemblée générale.

Programme 2

Affaires politiques

Sous-programme 10

Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine

Examen de la question

31. Les délégations ont noté qu'il n'allait pas de soi que les objectifs fixés au Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine relèvent du Département des

opérations de maintien de la paix ou du Département des affaires politiques, dont il dépendait.

32. On s'est félicité de la création du Bureau, qui constitue un important pas en avant, mais il a également été souligné que le Bureau ne saurait laisser de côté les activités autres que le maintien de la paix, telles que la consolidation de la paix ou le règlement et la prévention des conflits. On s'est inquiété qu'il ne soit pas dûment tenu compte des questions liées au développement dans le cadre stratégique du Bureau.

Conclusions et recommandations

33. Le Comité a recommandé à l'Assemblée générale d'approuver les modifications proposées pour le texte explicatif du sous-programme 10 du programme 2 (Affaires politiques) figurant dans le rapport récapitulatif du Secrétaire général (A/66/82), sous réserve de la modification suivante :

Réalisations escomptées du Secrétariat

À la fin de la réalisation escomptée c), ajouter les termes : « en Afrique ».

Programme 7

Affaires économiques et sociales

Sous-programme 2

Problématique hommes-femmes et promotion de la femme

Examen de la question

34. Les délégations ont salué et appuyé le sous-programme à l'examen, sa présentation, son orientation générale, ses objectifs et ses composantes. L'importance du sous-programme et des activités menées au titre de celui-ci dans les principaux domaines prioritaires a été soulignée, et on s'est félicité des activités normatives et opérationnelles de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes).

35. Il a été avancé que la réalisation du sous-programme devrait être fondée sur le principe de l'universalité. Il a également été dit qu'il faudrait fournir un appui à l'échelle nationale aux États Membres qui en feraient la demande; que les activités d'ONU-Femmes devraient être menées en coordination avec les autres organismes, fonds et programmes des Nations Unies afin d'éviter tout chevauchement et qu'il faudrait traiter toutes les questions pertinentes liées à la problématique hommes-femmes lors de la prestation de services d'appui aux États Membres. Il a également été affirmé qu'ONU-Femmes devrait, dans les domaines de la paix et de la sécurité, collaborer avec les organismes, fonds et programmes des Nations Unies, ainsi qu'avec le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé et le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question de la violence à l'encontre des enfants. Il a été avancé que l'élaboration du cadre stratégique du programme devrait tenir pleinement compte des mandats conférés par les organes délibérants et être conforme à son plan stratégique.

36. Il a été affirmé que le Secrétariat de l'ONU devrait continuer de s'employer à parvenir à la parité des sexes lors du recrutement de son personnel. Des délégations ont approuvé l'idée d'aborder les questions liées à la problématique hommes-femmes en accord avec les objectifs du Millénaire pour le développement, d'investir dans l'éducation, qui constitue l'un des principaux éléments de l'autonomisation des femmes, et d'améliorer les activités de renforcement des capacités.

37. Il a également été avancé qu'il faudrait, dans les futures propositions de cadre stratégique, faire figurer sur la liste des textes portant autorisation les résolutions et les conclusions concertées de la Commission de la condition de la femme.

Conclusions et recommandations

38. Le Comité a recommandé à l'Assemblée générale d'approuver les changements apportés au texte explicatif du sous-programme 2 (Problématique hommes-femmes et promotion de la femme) du programme 7 (Affaires économiques et sociales) dans le rapport récapitulatif du Secrétaire général (A/66/82), sous réserve des modifications suivantes :

Plan-programme biennal pour la période 2012-2013

a) Appui aux organes intergouvernementaux et partenariats stratégiques

Objectif de l'Organisation

Remplacer le paragraphe par le texte suivant :

« Accélérer l'avènement de l'égalité des sexes et la réalisation des objectifs concernant l'autonomisation et la promotion de la femme, notamment sa capacité d'exercer pleinement ses droits fondamentaux ».

Réalisations escomptées du Secrétariat

À la fin de l'alinéa a), ajouter : « , et renforcement de l'action d'ONU-Femmes tendant à appuyer la participation des organisations non gouvernementales aux travaux de la Commission de la condition de la femme ».

Remplacer le texte de l'alinéa c) par ce qui suit :

« c) Renforcement de la capacité d'ONU-Femmes d'appuyer, à la demande des États Membres, les efforts que ceux-ci consentent pour satisfaire aux priorités arrêtées aux niveaux national et international en matière d'égalité des sexes ».

Indicateurs de succès

Remplacer l'alinéa a) i) par ce qui suit :

« a) i) Augmentation du nombre d'activités menées par ONU-Femmes en vue d'appuyer la participation des États Membres et des organisations non gouvernementales accréditées par le Conseil économique et social aux travaux de la Commission de la condition de la femme, notamment en vue de les aider à

rendre compte des mesures qu'ils ont prises dans des domaines liés au thème prioritaire de la Commission ».

Remplacer l'alinéa a) ii) par ce qui suit :

« a) ii) Pourcentage de documents nécessaires soumis dans les délais voulus par ONU-Femmes à la Commission de la condition de la femme pour examen conformément aux dispositions réglementaires concernant la publication de la documentation ».

Remplacer l'alinéa b) i) par ce qui suit :

« b) i) Nombre d'initiatives lancées par les organismes des Nations Unies avec le soutien d'ONU-Femmes qui font une place aux questions d'égalité des sexes dans leurs politiques, programmes et projets ».

Modifier le libellé de l'alinéa b) ii) comme suit :

« b) ii) Nombre d'équipes de pays des Nations Unies bénéficiant du soutien d'ONU-Femmes qui appliquent des indicateurs de résultats sur l'égalité des sexes dans les plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement ».

Remplacer de l'alinéa b) iii) par ce qui suit :

« b) iii) Nombre de mesures de gestion des ressources humaines promues ou appuyées par ONU-Femmes dans les organismes des Nations Unies dont la mise en œuvre tient compte des questions d'égalité des sexes ».

Remplacer l'alinéa c) i) par ce qui suit :

« c) i) Nombre d'activités menées par ONU-Femmes pour mobiliser des contributions volontaires en faveur de la réalisation des objectifs de l'égalité des sexes et de l'autonomisation et de la promotion de la femme ».

b) Politiques et programmes

Objectif de l'Organisation

Remplacer le libellé de l'objectif par ce qui suit :

« Accélérer l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et des filles et la réalisation de l'égalité des sexes, en particulier dans les domaines du développement, des droits de l'homme et de la paix et la sécurité, notamment en dirigeant et coordonnant l'action des organismes des Nations Unies et en favorisant l'application par ceux-ci du principe de responsabilisation ».

Réalisations escomptées du Secrétariat

Remplacer l'alinéa b) par ce qui suit :

« b) Renforcement de l'appui à l'action menée par les organismes des Nations Unies en faveur de la mise en œuvre du programme sur les femmes et la paix et la sécurité ».

À l'alinéa c), remplacer les mots « Intensification de la détermination des pays à éliminer » par les mots « Renforcement du soutien de la communauté internationale aux efforts qui visent à éliminer ».

Remplacer l'alinéa d) par ce qui suit :

« d) Renforcement des moyens dont dispose ONU-Femmes pour appuyer efficacement, à la demande des États Membres, les mécanismes nationaux de promotion de l'égalité des sexes, les organismes prestataires de services et les organisations compétentes de la société civile, afin de faire progresser l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et la protection de leurs droits fondamentaux ».

Remplacer l'alinéa f) ce qui suit :

« f) Renforcement de la capacité d'ONU-Femmes de diriger et coordonner l'action que mènent les organismes des Nations Unies dans les États Membres pour les aider à s'acquitter de leurs engagements concernant l'élimination de la discrimination contre les femmes et les filles, l'autonomisation des femmes et la réalisation de l'égalité des sexes ».

Indicateurs de succès

Renommer a) i) l'alinéa a) et remplacer le texte par ce qui suit :

« a) i) Nombre accru de politiques et de mesures adoptées ou appuyées par ONU-Femmes aux échelons national et régional, à la demande des États Membres, pour mettre en œuvre le Programme d'action de Beijing, les textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et le Document final du Sommet mondial de 2005 ».

Ajouter un alinéa a) ii) ainsi libellé :

« a) ii) Nombre d'activités menées par ONU-Femmes pour faire une place aux questions d'égalité des sexes dans les résolutions et décisions des commissions techniques du Conseil économique et social ».

Remplacer le texte de l'alinéa b) par ce qui suit :

« b) Nombre d'activités menées par ONU-Femmes pour appuyer les initiatives prises par les entités du système des Nations Unies en vue de mettre en œuvre le programme sur les femmes et la paix et la sécurité ».

À l'alinéa c) i), remplacer l'expression « Nombre de pays » par ce qui suit : « Nombre d'initiatives prises par les pays qui en ont fait la demande,

et appuyées par ONU-Femmes aux échelons national, régional et international ».

Remplacer l'alinéa c) ii) par ce qui suit :

« c) ii) Nombre de pays demandant l'aide d'ONU-Femmes pour établir leurs budgets en tenant compte de la problématique hommes-femmes ».

Remplacer l'alinéa d) i) par ce qui suit :

« d) i) Nombre d'activités menées par ONU-Femmes pour renforcer, à la demande des États Membres, les capacités des mécanismes nationaux chargés de promouvoir l'égalité des sexes, les institutions chargées d'assurer des services et les organisations de la société civile ».

Remplacer l'alinéa d) ii) par ce qui suit :

« d) ii) Nombre d'activités menées par ONU-Femmes pour aider les pays qui en font la demande à augmenter le nombre de données ventilées par sexe dont ils disposent ».

À l'alinéa e), remplacer le membre de phrase « Montants obtenus par l'intermédiaire » par le membre de phrase « Nombre d'activités menées par ONU-Femmes pour mobiliser des ressources ».

Remanier le texte de l'alinéa f) i) comme suit :

« f) i) Nombre de programmes des Nations Unies menés à l'échelon national qui sont élaborés et mis en œuvre en collaboration avec ONU-Femmes ou avec son aide ».

Remplacer l'alinéa f) ii) par ce qui suit :

« f) ii) Nombre de mécanismes concertés des Nations Unies chargés de promouvoir l'égalité des sexes qui sont dirigés ou codirigés par ONU-Femmes ».

Stratégie

Remplacer la deuxième phrase du paragraphe 20 par ce qui suit :

« Cet objectif sera atteint grâce à un appui accru fourni aux États Membres qui en font la demande; à une plus grande cohérence entre l'appui apporté aux organes intergouvernementaux mondiaux en matière d'élaboration de normes et les conseils techniques et thématiques fournis aux partenaires nationaux; et à la coordination et à la promotion de la transparence des activités du système des Nations Unies dans le domaine de l'égalité des sexes et de l'autonomisation et de la promotion des femmes. »

Remplacer le paragraphe 21 par ce qui suit :

« 21. ONU-Femmes poursuivra en priorité les objectifs suivants : a) améliorer l'accès des femmes aux responsabilités et leur participation à tous les secteurs de la société, ainsi qu'aux activités d'assistance humanitaire; b) prévenir la violence exercée à l'encontre

des femmes et des filles, améliorer leur accès aux services d'aide afin de permettre aux pays de les protéger, et promouvoir le rôle des hommes et des garçons dans la prévention et l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles; c) renforcer l'application du programme sur les femmes et la paix et la sécurité en faisant en sorte que les femmes participent pleinement, et au même titre que les hommes, à la prévention et au règlement des conflits et aux processus de paix, et qu'elles soient représentées dans ces activités; d) améliorer l'émancipation économique des femmes, notamment dans les temps difficiles – crises économique et alimentaire mondiales ou catastrophes naturelles – en travaillant avec les gouvernements et les institutions multilatérales concernées pour faire en sorte que les femmes puissent exercer pleinement leurs droits économiques et accéder aux ressources économiques et à la protection sociale; et e) aider les pays qui en font la demande à mieux prendre en compte la problématique hommes-femmes dans leurs plans d'action et leurs budgets, à tous les niveaux, en agissant en étroite collaboration avec les autres entités concernées des Nations Unies. »

Textes portant autorisation

Remplacer la liste des textes adoptés par les organes délibérants par la liste ci-après :

Résolutions de l'Assemblée générale

- | | |
|---------------|--|
| 34/180 | Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes |
| 50/42 | Quatrième Conférence mondiale sur les femmes |
| 50/203 | Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et application intégrale de la Déclaration de Beijing et du Programme d'action |
| 54/4 | Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes |
| 54/134 | Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes |
| S-23/2 | Déclaration politique |
| S-23/3 | Nouvelles mesures et initiatives pour la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing |
| 55/2 | Déclaration du Millénaire |
| 59/164 | Amélioration de la situation des femmes dans les organismes des Nations Unies |
| 60/1 | Document final du Sommet mondial de 2005 |
| 64/139 | Violence à l'égard des travailleuses migrantes |
| 64/140 | Amélioration de la condition de la femme en milieu rural |

- 64/217** **Participation des femmes au développement**
- 64/289** **Cohérence du système des Nations Unies**
- 65/1** **Tenir les promesses : unis pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement**
- 65/187** **Intensification de l'action menée pour éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes**
- 65/189** **Journée internationale des veuves**
- 65/190** **Traite des femmes et des filles**
- 65/191** **Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et application intégrale de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale**
- 65/259** **Questions relatives au budget-programme de l'exercice biennal 2010-2011**

Résolutions et décisions du Conseil économique et social

- 76 (V)** **Communications relatives à la condition de la femme**
- 304 (XI)** **Rapport de la Commission de la condition de la femme (quatrième session)**
- 1992/19** **Communications relatives à la condition de la femme**
- 1996/6** **Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes**
- 1996/31** **Relations aux fins de consultations entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations non gouvernementales**
- 1999/257** **Renforcement de la capacité de la Commission de la condition de la femme de continuer de mener à bien son mandat**
- 2005/232** **Déclaration de la Commission de la condition de la femme à l'occasion du dixième anniversaire de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes**
- 2006/9** **Future organisation des travaux et méthodes de travail de la Commission de la condition de la femme**
- 2009/15** **Future organisation des travaux et méthodes de travail de la Commission de la condition de la femme**
- 2009/16** **Groupe de travail de la Commission de la condition de la femme chargé d'étudier les communications relatives à la condition de la femme**
- 2010/6** **La situation des Palestiniennes et l'aide à leur apporter**

2010/29 Intégration du principe de l'égalité des sexes dans toutes les politiques et tous les programmes du système des Nations Unies

Conclusions concertées et déclaration ministérielle du Conseil économique et social

1997/2 Intégration d'une perspective sexospécifique dans toutes les politiques et tous les programmes du système des Nations Unies

Déclaration ministérielle sur la réalisation des objectifs arrêtés et des engagements pris au niveau international en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation de la femme (voir A/65/3/Rev.1)

Résolution du Conseil de sécurité

1325 (2000) Les femmes et la paix et la sécurité

1820 (2008) Les femmes et la paix et la sécurité

1888 (2009) Les femmes et la paix et la sécurité

1889 (2009) Les femmes et la paix et la sécurité

1960 (2010) Les femmes et la paix et la sécurité

Programme de travail biennal pour la période 2010-2011¹

Remplacer le plan-programme biennal pour 2010-2011 par le plan-programme biennal pour 2012-2013, comme modifié par le Comité à la rubrique « Plan-programme biennal pour la période 2012-2013 » plus haut.

Programme 12

Établissements humains

Sous-programme 3

Coopération régionale et technique

Examen de la question

39. On a demandé des précisions sur la raison de modifier l'indicateur de succès d) de la réalisation escomptée d) au titre du sous-programme 3 (Coopération régionale et technique) pour l'exercice biennal 2012-2013.

40. Concernant la recommandation tendant à modifier l'indicateur de succès d) de la réalisation escomptée d) au titre du sous-programme 3 (Coopération régionale et technique), certaines délégations ont souligné qu'il était essentiel de disposer de données statistiques nationales exactes et fiables pour mettre en œuvre les cinq domaines d'intervention prioritaires du plan stratégique et institutionnel à moyen

¹ Le cadre stratégique pour l'exercice biennal 2010-2011 a été révisé conformément au paragraphe 10 de la section VI de la résolution 65/259 de l'Assemblée générale.

terme du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) aux niveaux national et régional.

Conclusions et recommandations

41. **Le Comité a recommandé à l'Assemblée générale d'approuver les modifications proposées pour le texte explicatif du programme 12 (Établissements humains) au niveau du sous-programme 3, figurant dans le rapport récapitulatif du Secrétaire général (A/66/82).**

Programme 18

Développement économique et social en Asie occidentale

Sous-programme 6

Promotion de la femme

Sous-programme 7

Atténuation des conflits et développement

Examen de la question

42. Au titre du sous-programme 6 (Promotion de la femme), on a demandé des précisions sur les raisons et le contexte des modifications proposées, en particulier s'agissant de la relation avec la nouvelle Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes).

43. Au titre du sous-programme 7 (Atténuation des conflits et développement), une question a été soulevée au sujet de la contribution de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) au profit de ses États membres en situation de crise et de conflit.

44. Le Comité a été informé de l'adoption par le Conseil économique et social des résolutions 2011/3 et 2011/4 en date du 18 mai 2011, et en a pris note.

45. Certaines délégations ont souligné qu'il faudrait examiner la spécificité des fonctions et mandats respectifs de la Commission et des autres entités des Nations Unies opérant dans la région, et veiller à éviter tout chevauchement.

Conclusions et recommandations

46. **Le Comité a recommandé à l'Assemblée générale d'approuver les modifications proposées pour le texte explicatif du programme 18 (Développement économique et social en Asie occidentale) au niveau des sous-programmes 6 et 7, figurant dans le rapport récapitulatif du Secrétaire général.**

B. Évaluation

1. Renforcement du rôle de l'évaluation et meilleure application des conclusions des évaluations lors de la conception et de l'exécution des programmes et dans les directives de politique générale (A/66/71)

47. À sa 6^e séance, le 8 juin 2011, le Comité a examiné le rapport du Bureau des services de contrôle interne sur le renforcement du rôle de l'évaluation et la meilleure application des conclusions des évaluations lors de la conception et de l'exécution des programmes et dans les directives de politique générale (A/66/71).

48. Le représentant du Bureau des services de contrôle interne a présenté le rapport et a répondu aux questions soulevées lors de l'examen de celui-ci par le Comité.

Examen de la question

49. Les délégations se sont dites satisfaites du rapport, qui leur permettait de comprendre comment les programmes du Secrétariat de l'ONU ont été mis en œuvre et évalués. Elles ont également constaté que le rapport, qui était complet, contribuerait pour beaucoup à dynamiser les processus d'évaluation au Secrétariat. Elles ont par ailleurs exprimé leur soutien à la fonction d'évaluation, en faisant observer qu'elle était importante pour la réflexion et l'amélioration des travaux. L'évaluation est une fonction essentielle de gestion pour toute organisation – l'ONU n'est pas une exception. Les délégations ont remercié le BSCI et les services opérationnels des départements pour les activités d'évaluation qu'ils ont menées.

50. Les délégations ont noté que les évaluations contribuaient à la prise de décisions mieux fondées en matière de planification et de conception des programmes, dont elles accroissaient l'efficacité et l'efficience. Elles ont apprécié la participation active du BSCI dans le renforcement de la responsabilisation et se sont félicitées des mesures prises par le Bureau pour améliorer ses propres activités d'évaluation.

51. Les délégations ont noté que la qualité des auto-évaluations réalisées en 2008-2009 était dans l'ensemble « satisfaisante », mais variait considérablement. Elles se sont dites préoccupées par les neuf rapports sur six programmes dont la qualité a été jugée « mauvaise » et ont en outre demandé des précisions concernant les raisons de ce classement et les mesures correctives prises.

52. Plusieurs délégations se sont dites préoccupées de ce que l'objectif de performance « réalisation effective de l'auto-évaluation périodique de tous les programmes et sous-programmes » ne figure plus dans les lettres de mission de 2010, et ont demandé des éclaircissements à ce sujet. Des délégations ont insisté sur le fait que l'auto-évaluation doit être une fonction gestionnaire pleinement acceptée.

53. Les délégations ont noté en particulier l'observation contenue dans le rapport selon laquelle les responsables semblaient souvent n'avoir pas conscience de leurs responsabilités en matière d'auto-évaluation. De l'avis de l'une d'entre elles, le Comité devait insister sur un engagement ferme de l'ensemble du personnel quant à l'évaluation. Les délégations ont par ailleurs fait valoir qu'il importait de disposer d'évaluateurs bien formés et ont demandé des précisions sur le recours à des consultants pour procéder aux évaluations.

54. Certaines délégations étaient préoccupées par la réduction de la part du budget prévu pour les activités de contrôle et d'évaluation pour l'exercice biennal 2010-2011 par rapport à l'exercice biennal 2008-2009, qui compromettrait la qualité des activités d'évaluation. Une délégation a estimé que le Secrétariat devrait attacher une grande importance à l'évaluation et formuler des recommandations en conséquence. D'autres délégations ont constaté que le manque de ressources dont il est fait état dans le rapport du BSCI semblait être une explication arbitraire et ne paraissait pas constituer le principal obstacle à la conduite des évaluations au Secrétariat.

55. Des délégations ont jugé alarmant que des éléments de la culture de l'évaluation soient cités par les interlocuteurs du Bureau comme comptant parmi les trois plus gros obstacles que les programmes avaient à surmonter pour procéder aux auto-évaluations de 2008-2009 (A/66/71, par. 51) et l'on a constaté que 56 % des interlocuteurs interrogés avaient indiqué que le manque de ressources était le principal obstacle auquel se heurtaient les programmes (A/66/71, par. 45).

56. Renvoyant aux paragraphes 6 et 71 e) du rapport, indiquant que le BSCI avait fait appel à un consultant extérieur pour procéder à l'évaluation de la qualité d'un échantillon d'évaluations de rapports établis par les départements et à l'évaluation de la qualité de ses propres rapports d'évaluation et d'inspection en 2008-2009, certaines délégations ont souhaité savoir pourquoi le BSCI a eu besoin de recourir pour cela aux services de consultants extérieurs. Il lui a été demandé d'expliquer si telle était la pratique habituelle des services d'évaluation des départements lorsqu'il s'agissait d'évaluer leur travail alors que le Corps commun d'inspection ou le Bureau des commissaires aux comptes pouvait se charger de cette tâche.

57. S'intéressant en particulier au paragraphe 43 du rapport, le Comité a souligné qu'il importait de disposer de ressources financières et humaines suffisantes, ainsi que des compétences et du soutien voulus de la part de la hiérarchie pour s'assurer de l'existence de moyens d'évaluation adéquats au niveau central et au niveau des programmes et des sous-programmes dans l'ensemble du Secrétariat.

Conclusions et recommandations

58. **Le Comité a souligné que l'évaluation était une fonction essentielle pour l'adoption de décisions budgétaires, du fait qu'elle contribuait non seulement à l'amélioration de la conception et de l'exécution des programmes, ainsi qu'à l'élaboration de directives de politique générale, mais encore à la transparence, à la mise en œuvre efficace des mandats intergouvernementaux et à l'utilisation optimale des ressources. Dans le même temps, elle permettait aux États Membres de suivre les résultats des programmes de manière systématique.**

59. **Tout en reconnaissant la responsabilité première qui lui incombe en matière de coordination et de programmation, le Comité a souligné l'importance du rôle qu'il pouvait et devait jouer en matière d'évaluation.**

60. **Le Comité a fait observer que l'efficacité de l'évaluation dépendait, entre autres facteurs, de la qualité des indicateurs de gestion. Il a donc réaffirmé la nécessité de mieux formuler les résultats escomptés et de la qualité des indicateurs, en ayant à l'esprit qu'ils doivent être précis, mesurables, réalistes, pertinents et assortis d'échéances.**

61. **Le Comité a recommandé que l'Assemblée générale demande au Secrétaire général de prendre des mesures concrètes concernant les organes compétents et aux niveaux voulus pour faire en sorte que l'évaluation ait le maximum d'effet sur la planification stratégique à moyen et à long terme du système des Nations Unies.**

62. **Le Comité a aussi recommandé que l'Assemblée générale demande au Secrétaire général de veiller à ce que les rapports d'évaluation du BSCI mettent également l'accent sur les résultats et les effets des programmes, en améliorant aussi la méthode utilisée pour procéder aux évaluations et, en particulier, en**

veillant à ce que les progrès réalisés fassent l'objet d'un suivi régulier et donnent lieu à des conclusions plus détaillées.

63. Le Comité a également recommandé que l'Assemblée générale demande au Secrétaire général de veiller à ce que le BSCI adopte une démarche plus systémique pour conduire les activités d'évaluation, en vue notamment de mieux tirer parti des complémentarités et des synergies entre toutes les activités, et pour resserrer la coordination entre tous les départements concernés, de manière à obtenir de meilleurs résultats et à utiliser les ressources de manière plus efficiente.

64. Le Comité a souligné que l'existence de compétences suffisamment homogènes et le ferme engagement du personnel à tous les niveaux de la hiérarchie, et en particulier le soutien des hauts responsables, ainsi que de ressources financières et humaines adéquates, comptaient parmi les principaux éléments nécessaires à la bonne conduite des activités d'évaluation au Secrétariat.

65. Le Comité a recommandé que l'Assemblée générale demande au Secrétaire général de faire un meilleur usage des compétences internes pour procéder aux évaluations dans les différentes entités au sein du Secrétariat, et en particulier de l'expérience accumulée par les organes de contrôle interne et externe.

66. Le Comité a retenu l'évaluation programmatique du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH), du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) pour examen à sa cinquante-troisième session en 2013, et l'évaluation thématique du système de justice interne du Secrétariat pour examen par l'organe intergouvernemental compétent.

2. Évaluation programmatique du Département des affaires économiques et sociales

67. À sa 3^e séance, le 7 juin 2011, le Comité a examiné le rapport du BSCI sur l'évaluation programmatique du Département des affaires économiques et sociales (E/AC.51/2011/2).

68. Le Directeur par intérim de la Division de l'inspection et de l'évaluation du BSCI a présenté le rapport, et des représentants du Bureau et du Département ont répondu aux questions soulevées lors de son examen par le Comité.

Examen de la question

69. Les délégations se sont félicitées de la qualité du rapport et ont noté son importance puisqu'il constitue la première évaluation de l'ensemble du Département depuis sa réorganisation en 1997. Elles ont également souligné l'importance des travaux du Département dans les domaines du développement économique et social en raison de l'appui qu'il fournit au Conseil économique et social et à d'autres mécanismes intergouvernementaux ainsi que de ses contributions à la réalisation des objectifs de développement arrêtés au niveau international, parmi ses multiples autres fonctions.

70. Plusieurs délégations ont exprimé leur inquiétude au sujet de la méthodologie suivie pour l'établissement des conclusions du rapport et en particulier des faibles taux de réponse aux enquêtes effectuées auprès des États Membres et du personnel ainsi que du nombre restreint de publications examinées par le groupe d'experts. Le BSCI a admis qu'il avait eu des difficultés à obtenir des taux de réponse élevés lors de ses enquêtes mais expliqué que, comme il vérifiait les données par recoupement auprès de multiples sources, aucun résultat présenté dans le rapport n'était fondé sur une seule source. Il a indiqué par ailleurs que les publications choisies l'avaient été en consultation avec le Département qui estimait que celles-ci représentaient ses principales publications, et que les données sur la qualité et l'utilité des publications avaient été obtenues au moyen d'une vaste enquête auprès des parties intéressées au sein du Département.

71. Des précisions ont été demandées au sujet de la question – posée dans le rapport – de savoir si le Sous-Secrétaire général à la coordination des politiques et aux affaires interorganisations devrait faire partie du Cabinet du Secrétaire général au lieu d'être affecté au Département. Le BSCI a répondu qu'à l'heure actuelle, le Sous-Secrétaire général était chargé des questions de coordination à l'échelle du Secrétariat et non au niveau du Département, ce qui, de l'avis de la haute direction du Département, posait problème. Le Sous-Secrétaire général représentait l'ensemble du Secrétariat au Conseil des chefs de secrétariat pour la coordination. Le transfert de son poste au Cabinet du Secrétaire général semblait donc se justifier et permettrait aussi au Secrétaire général d'exercer son autorité sur les questions de coordination à l'échelle du Secrétariat.

72. Des questions ont été posées au sujet de certaines constatations du rapport concernant la visibilité inégale du Département et le montant relativement faible des ressources qui lui sont allouées. Plusieurs délégations souscrivaient aux constatations du rapport touchant les difficultés du Département en matière de visibilité, par exemple son rôle lors de la prochaine Conférence des Nations Unies sur le développement durable. Pour ce qui est de l'allocation des ressources, on a émis l'avis qu'il faudrait renforcer le financement des activités liées au développement. Des délégations ont également posé des questions au sujet de l'intégration des questions relatives aux droits de l'homme dans les activités du Département, faisant valoir en particulier que ces questions ne relevaient pas de son mandat.

73. On a estimé que le Département devrait attendre que le Comité ait achevé ses délibérations sur les recommandations relatives à l'évaluation avant de procéder à leur mise en œuvre.

Conclusions et recommandations

74. Le Comité a rappelé l'importance du rôle joué par le Département des affaires économiques et sociales dans les activités de développement du système des Nations Unies. À cet égard, il a souligné le concours précieux apporté par le Département à la prise des décisions au niveau intergouvernemental et au système statistique mondial ainsi que son impact dans les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

75. Le Comité a recommandé à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général de prendre les mesures voulues pour permettre au Département d'affiner son orientation stratégique, de poursuivre les travaux de planification

qu'il avait entamés en définissant de manière plus explicite ses priorités et ses activités essentielles. À cet égard, le Comité a indiqué que le Département devait préciser davantage le rôle spécifique qui sera le sien dans les activités de renforcement des capacités, eu égard à la nécessité de promouvoir la coopération avec les entités des Nations Unies sur le terrain.

76. Le Comité a pris acte du rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'évaluation programmatique du Département des affaires économiques et sociales, et recommandé à l'Assemblée générale de faire siennes les conclusions et recommandations formulées aux paragraphes 76 à 80 du rapport.

77. Le Comité s'est déclaré préoccupé par les questions soulevées par le BSCI dans son rapport au sujet de l'affectation des postes et des titres correspondants qui ne tenaient nullement compte des mandats conférés par l'Assemblée générale, en particulier des dispositions de sa résolution 58/269 touchant les rôles respectifs du Comité du programme et de la coordination et de la Cinquième Commission dans le processus d'établissement du budget.

3. Examen triennal de l'application des recommandations formulées par le Comité du programme et de la coordination à sa quarante-huitième session sur l'évaluation approfondie du programme affaires politiques : missions politiques spéciales sur le terrain dirigées par le Département des affaires politiques mais financées par le Département de l'appui aux missions

78. À sa 4^e séance, le 7 juin 2011, le Comité a examiné le rapport du BSCI sur l'examen triennal de l'application des recommandations formulées par le Comité du programme et de la coordination à sa quarante-huitième session sur l'évaluation approfondie du programme affaires politiques : missions politiques spéciales sur le terrain dirigées par le Département des affaires politiques mais financées par le Département de l'appui aux missions (E/AC.51/2011/3).

79. Le Directeur en exercice de la Division de l'inspection et de l'évaluation du BSCI a présenté le rapport et répondu aux questions posées au cours du débat que le Comité lui a consacré.

Examen de la question

80. Les délégations ont accueilli le rapport avec satisfaction et souligné que les missions politiques spéciales avaient pris beaucoup d'importance dans les activités menées par l'Organisation pour contribuer à la paix et à la sécurité. Certaines délégations ont constaté avec préoccupation l'augmentation du nombre de missions politiques spéciales, qui représentent désormais 30 % du budget ordinaire. Les délégations ont aussi souligné que le contrôle stratégique était en premier lieu du ressort des États Membres.

81. Les délégations ont salué l'application de trois des quatre recommandations approuvées par le Comité. Elles ont noté que le BSCI reconnaissait, dans son rapport, que le Département des affaires politiques élaborait des directives, comme le Comité le lui avait recommandé, mais elles ont néanmoins déploré le manque d'harmonisation de la planification stratégique. Elles ont demandé au Département d'expliquer comment il comptait s'y prendre pour régler ces problèmes et comment

les missions politiques spéciales devraient coopérer avec les fonds et programmes des Nations Unies pour éviter de faire deux fois la même chose et d'empiéter sur leurs activités respectives.

Conclusions et recommandations

82. Le Comité a pris note des mesures prises pour renforcer le Département des affaires politiques conformément à l'objectif général du programme 2 (Affaires politiques) du cadre stratégique pour la période 2012-2013 (A/65/6/Rev.1) approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 65/244 – maintenir la paix et la sécurité internationales.

83. Le Comité a recommandé que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de faire en sorte que les missions politiques spéciales et les autres entités résidentes des Nations Unies renforcent leur coopération et leur coordination afin de réaliser les produits escomptés et d'améliorer l'efficacité et l'efficience de l'Organisation.

84. Le Comité a pris note des progrès accomplis dans la planification stratégique des missions, s'agissant de la définition et de l'application de directives sur le rôle et les responsabilités respectives des missions politiques spéciales sur le terrain, ainsi que de l'amélioration de la coordination et de la coopération entre le Département des affaires politiques et le Département de l'appui aux missions dans l'appui qu'ils fournissent à ces missions.

85. Le Comité a noté avec préoccupation que la recommandation 2 figurant dans le rapport du BSCI (E/AC.51/2008/2) et approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution 63/247, sur la recommandation du Comité à sa quarante-huitième session, n'avait pas été appliquée intégralement.

86. Le Comité a recommandé que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de faire en sorte que tous les éléments de la planification stratégique soient mis en œuvre, afin que les documents de planification soient alignés sur le budget dans le cadre de la budgétisation axée sur les résultats, du fait, en particulier, qu'il faut des indicateurs de succès qui soient plus représentatifs et une meilleure adéquation entre les objectifs, les activités et les réalisations des missions.

Chapitre III

Questions de coordination

A. Rapport annuel d'ensemble du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination pour 2010/11

87. À sa 4^e séance, le 7 juin 2011, le Comité a examiné le rapport annuel d'ensemble du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination pour 2010/11 (E/2011/104).

88. Le secrétaire du Conseil des chefs de secrétariat (CCS) a présenté le rapport et a répondu oralement aux questions soulevées durant l'examen de celui-ci par le Comité.

Examen de la question

89. Les délégations ont remercié le secrétaire du CCS pour son exposé, se sont félicitées du rapport annuel d'ensemble pour 2010/11 et ont rendu hommage à l'action menée par le Conseil et par ses trois piliers (le Comité de haut niveau sur les programmes, le Comité de haut niveau sur la gestion et le Groupe des Nations Unies pour le développement) pour renforcer la coordination dans divers domaines au sein du système des Nations Unies.

90. Les délégations ont salué aussi l'action du Conseil des chefs de secrétariat visant à assurer une cohérence et une coordination accrues dans des domaines comme les changements climatiques et le développement durable, les préparatifs des grandes conférences, telles que la Conférence des Nations Unies sur le développement durable de 2012, l'autonomisation des femmes et l'atténuation des risques liés aux catastrophes. Elles ont par ailleurs pris note des mesures adoptées par le Conseil au titre du suivi des décisions intergouvernementales liées à l'énergie durable pour tous.

91. Les délégations ont exprimé leur satisfaction quant à l'intensification du dialogue entre le secrétariat du CCS et les membres de ce dernier, d'une part, et les organes intergouvernementaux, d'autre part, en particulier le Conseil économique et social. Le CCS a été exhorté à poursuivre ses efforts à cet égard ainsi que ceux qu'il déploie pour accroître la transparence de ses décisions et de son action à l'intention des États Membres, notamment en alignant ses décisions sur celles des organes intergouvernementaux de l'Organisation des Nations Unies.

92. S'agissant des questions opérationnelles, des délégations ont salué les efforts engagés par le CCS pour accroître la cohérence, l'efficacité et l'efficience des organismes de développement des Nations Unies à l'échelle des pays. Les activités opérationnelles de développement menées par le système des Nations Unies pour aider les pays à atteindre les objectifs de développement arrêtés au niveau international, dont les objectifs du Millénaire pour le développement, devaient toutefois se poursuivre conformément aux priorités, aux stratégies de développement et aux besoins propres des États Membres. Il importait à cet égard de tenir compte des situations et des difficultés particulières exposées au titre des priorités et des stratégies de développement nationales lorsque l'on alignait le Plan-cadre des

Nations Unies pour l'aide au développement et les bilans communs de pays sur les processus nationaux, plutôt que de retenir une solution unique pour tous les pays.

93. Plusieurs délégations ont estimé que le concept de « cadre de mise en œuvre intégrée » devrait être examiné par le Conseil économique et social, en tant que principal organe s'intéressant à la réalisation des objectifs de développement arrêtés au niveau international, dont les objectifs du Millénaire pour le développement. Certaines délégations se sont dites préoccupées de ne pas avoir été informées de ce concept avant la réunion du Comité et ont demandé des précisions concernant sa formulation; elles ont également souhaité savoir quand il serait présenté aux États Membres en vue de son adoption. Les délégations ont jugé nécessaire que le concept soit propice aux synergies et aille dans le sens des objectifs du Millénaire pour le développement.

94. Certaines délégations se sont félicitées des efforts faits par le CCS quant à la mise en œuvre de volets majeurs des décisions intergouvernementales, notamment de l'initiative relative au concept « Tous unis dans l'action ». Un autre groupe de délégations a appelé l'attention sur le fait qu'il n'existait pas de modèle unique pour l'assistance que les institutions spécialisées, les fonds et les programmes des Nations Unies fournissent sur le terrain. Les délégations ont par ailleurs réitéré l'appel lancé au Secrétaire général pour qu'il veille à ce que l'action du CCS soit conforme aux grandes décisions de l'Assemblée générale portant sur les questions opérationnelles relevant du Groupe des Nations Unies pour le développement.

95. S'agissant des pays en développement, plusieurs délégations ont pris note de la déclaration d'appui du CCS en faveur de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés. Quelques-unes se sont dites intéressées par la manière dont le système des Nations Unies entendait promouvoir le renforcement des capacités de production à la lumière de l'adoption du Programme d'action d'Istanbul en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020 (A/CONF.219/3).

96. Sur la question de la sécurité et de la sûreté du personnel, une délégation a estimé que les informations données dans le rapport étaient sommaires et que les travaux menés dans ce domaine devraient se poursuivre dans l'esprit des efforts engagés au sein des organes intergouvernementaux en matière de réforme de la gestion de la sécurité et de la sûreté. On a demandé des informations complémentaires concernant la manière dont le CCS s'employait à accorder la plus haute importance à cette question et les mesures prises au sein du système des Nations Unies pour protéger le personnel.

97. On a rappelé deux décisions du Comité issues de sa cinquantième session et relatives aux travaux du CCS. Ce dernier s'est vu demander de fournir davantage d'informations quant à la mesure dans laquelle il avait élargi la participation des pays en développement au processus de passation des marchés de l'Organisation des Nations Unies et intensifié les efforts visant à resserrer sa coopération avec les autres organes intergouvernementaux, tels que la Commission de la fonction publique internationale et le Corps commun d'inspection, notamment des informations concernant la fréquente participation de ces deux organes à ses travaux.

98. Certaines délégations ont soulevé des questions relatives au « groupe des principaux intéressés » constitué sous les auspices du Secrétaire général, dont une délégation a estimé qu'il devrait privilégier les processus tendant à créer des

synergies entre les différents éléments des politiques en diffusant des avis et des messages concis et cohérents relatifs au développement durable. Plusieurs points ont par ailleurs été soulevés au sujet de la mise en œuvre des Normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS). Plus précisément, les délégations ont demandé que le Secrétariat fournisse par écrit une réponse qui précise davantage les informations données au paragraphe 61 du rapport annuel d'ensemble et qui indique où en est la mise en œuvre des normes IPSAS dans toutes les entités concernées et quels facteurs pourraient y faire obstacle compte tenu des résolutions et directives pertinentes de l'Assemblée générale.

99. Les délégations ont par ailleurs demandé que soient précisées les raisons pour lesquelles les questions de l'énergie durable et de la diversité biologique étaient présentées ensemble dans le rapport.

Conclusions et recommandations

100. Le Comité a de nouveau recommandé que l'Assemblée générale appelle l'attention du Secrétaire général, en sa qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat, sur la nécessité pour le Conseil de continuer à agir conformément à son mandat consistant à renforcer la coordination à l'échelle du système et conformément également aux mandats intergouvernementaux de ses organismes membres.

101. Le Comité a recommandé que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général, en sa qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat, de lui rendre compte de la tenue d'un dialogue de fond direct entre le CCS et les États Membres, conformément au paragraphe 4 de la résolution 64/289 de l'Assemblée générale, de manière à accroître la transparence et l'obligation de rendre compte aux États Membres.

102. Le Comité a recommandé que l'Assemblée générale prenne note des efforts faits par le Secrétaire général quant à la gestion du changement et demande qu'il veille à ce que ces efforts tendent à l'exécution effective et efficiente des mandats approuvés par les organes intergouvernementaux.

103. Le Comité a noté avec intérêt le rôle du CCS dans les préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, qui doit se tenir à Rio de Janeiro (Brésil) en 2012, et a recommandé à cet égard que l'Assemblée générale demande au Secrétaire général, en sa qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat, de lui présenter un rapport sur les défis et les possibilités que cette manifestation d'envergure mondiale représente pour le système des Nations Unies.

104. Le Comité a réitéré les recommandations formulées dans les rapports sur les travaux de ses quarante-septième, quarante-huitième, quarante-neuvième et cinquantième sessions (A/62/16, par. 114; A/63/16, par. 407 et 408; A/64/16, par. 124; et A/65/16, par. 369, respectivement), par lesquelles il soulignait que les critères et méthodologies adoptés pour évaluer l'impact des huit projets pilotes menés dans le cadre de l'initiative sur l'unité d'action des Nations Unies devraient d'abord être examinés et approuvés par les États Membres et que la fourniture par les Nations Unies d'un appui à ces projets pilotes ne devait pas influencer les conclusions des délibérations intergouvernementales sur la cohérence à l'échelle du système menées dans le cadre de l'Assemblée générale.

105. Le Comité a réitéré également sa recommandation tendant à ce que l'Assemblée générale appelle l'attention du Secrétaire général, en sa qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat, sur la nécessité de continuer à mieux traiter la question de la participation des pays en développement ou en transition aux procédures de passation de marchés de l'Organisation.

106. Le Comité a recommandé que l'Assemblée générale demande au Secrétaire général, en sa qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat, de veiller à ce que les projets financés au titre du Plan d'action du Comité de haut niveau sur la gestion soient exécutés conformément aux dispositions des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale concernant les questions administratives et budgétaires, ainsi qu'aux Règlement financier et règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies (ST/SGB/2003/7).

107. Le Comité a recommandé que se poursuive la coopération entre le Conseil des chefs de secrétariat, la Commission de la fonction publique internationale et le Corps commun d'inspection et a encouragé le Conseil à renforcer cette coopération en faisant en sorte que le Corps commun d'inspection et la Commission participent plus souvent aux réunions du Comité de haut niveau sur la gestion, du Comité de haut niveau sur les programmes et du Groupe des Nations Unies pour le développement.

B. Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique

108. À sa 5^e séance, le 8 juin 2011, le Comité du programme et de la coordination a examiné le rapport du Secrétaire général sur l'appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (E/AC.51/2011/4).

109. Le Directeur du Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour l'Afrique a présenté le rapport et répondu aux questions posées au cours du débat que le Comité lui a consacré.

Examen de la question

110. Dans l'ensemble, les membres du Comité ont approuvé et salué le travail accompli par le Bureau, et ils ont notamment souligné l'importance de son rôle de coordination. Les délégations ont souligné la nécessité de renforcer l'appui pour le groupe thématique du développement des infrastructures, en particulier dans les domaines de l'énergie, des transports, de l'eau et de l'assainissement. À cet égard, les délégations ont pris acte des travaux du sous-comité de haut niveau sur l'initiative présidentielle en faveur des infrastructures, qui visaient à développer encore les infrastructures sur le continent africain. Elles ont également insisté sur la nécessité d'améliorer les liaisons routières et ferroviaires, notamment pour appuyer les actions menées par les commissions économiques régionales en faveur de l'intégration régionale en promouvant les projets d'infrastructure régionaux. Les délégations, dans leur grande majorité, ont noté que les investissements réalisés dans les infrastructures apporteraient des avantages multiples au continent africain.

111. En ce qui concerne la gouvernance, les délégations ont exprimé leur gratitude aux organismes des Nations Unies qui ont travaillé en association avec l'Afrique sur la poursuite de la mise en place du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs, en

particulier au Programme des Nations Unies pour le développement. Elles ont également rendu hommage au travail accompli par ONU-Femmes pour faire mieux entendre la voix des femmes dans la gestion des affaires publiques et les processus connexes. À cet égard, des délégations ont déclaré que les investissements dans l'enseignement supérieur étaient un élément clef pour favoriser l'autonomisation des femmes; aussi ont-elles exhorté ONU-Femmes et les autres principaux acteurs à continuer de s'occuper de cette question en lui accordant une attention prioritaire.

112. S'agissant de la paix et de la sécurité, les délégations se sont félicitées de la création du Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine à Addis-Abeba et ont souligné la nécessité de le renforcer afin de lui permettre d'exécuter son mandat en étroite collaboration avec les commissions économiques régionales. Elles ont également salué la collaboration qui s'est instaurée entre ONU-Femmes, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance en ce qui concerne la protection des femmes et des enfants en période de conflit armé. Les délégations ont en outre insisté sur la nécessité d'améliorer les liens qui se développent entre le Conseil de sécurité de l'ONU et le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine. À cet égard, elles ont réaffirmé leur soutien à l'Équipe d'appui aux activités de paix de l'Union africaine au sein du Département des opérations de maintien de la paix pour ce qui est d'aider l'Union africaine à renforcer les capacités des opérations de maintien de la paix sur le continent.

113. Pour ce qui est de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et du développement rural, les délégations ont pris note avec satisfaction des actions que les organismes des Nations Unies mènent dans ce domaine, en particulier le Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique. Elles se sont félicitées des progrès accomplis dans la formulation d'un vaste programme intégré de renforcement des capacités de la Commission de l'Union africaine et de l'Agence de planification et de coordination du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique en ce qui concerne la sécurité alimentaire. On a également reconnu l'importance des liens entre le commerce, l'infrastructure, l'industrie et la technologie lorsqu'il s'agit d'accroître la productivité agricole.

114. À propos de l'industrie, du commerce et de l'accès aux marchés, les délégations ont souligné que la facilitation du commerce était un facteur déterminant pour le développement des économies africaines. À cet égard, elles ont rendu hommage à l'action du système des Nations Unies, en particulier à l'excellent travail accompli par des organismes clefs tels que la CNUCED, l'Organisation mondiale du commerce, le Centre du commerce international, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale des douanes pour faciliter le commerce en Afrique. Par ailleurs, elles ont estimé que la facilitation du commerce allait de pair avec les progrès dans le développement des infrastructures régionales. Elles ont également jugé que le Cadre intégré renforcé pour l'assistance technique liée au commerce en faveur des pays les moins avancés était utile.

115. En ce qui concerne l'environnement, la population et l'urbanisation, les délégations ont reconnu que les conséquences du changement climatique étaient amplifiées de façon négative sur le continent africain. À ce propos, elles ont souligné qu'il importait d'élaborer une position africaine commune sur la question du changement climatique, en particulier dans le cadre des préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable. Pour ce qui est du

développement social et humain, elles ont pris acte de l'assistance fournie par le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida pour l'établissement d'un recueil exhaustif des engagements pris à l'échelle continentale et mondiale dans le domaine du VIH/sida, notant qu'il impliquait une approche très ciblée pour ce grave problème de santé qui touchait l'Afrique. S'agissant de la science et de la technologie, les délégations ont souligné qu'il importait de renforcer les capacités par la formation d'enseignants dans les disciplines scientifiques et techniques et dans le domaine de l'ingénierie. Elles ont par ailleurs préconisé l'utilisation du téléenseignement par les établissements afin de faciliter la formation des enseignants locaux sur le continent.

116. En ce qui concerne la communication, le plaidoyer et la sensibilisation, les délégations étaient pleinement conscientes qu'il était nécessaire d'appuyer et de promouvoir le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique aux niveaux mondial, continental, régional et national. À cet égard, elles ont souligné l'importance du Consensus de Vaal qui vise à faciliter l'établissement d'une voie de communication ouverte et active pour que le continent et le programme du Nouveau Partenariat soient encore mieux soutenus.

117. Notant que le principal objectif lié au volet plaidoyer avait été assigné au Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique et que, en raison du fait qu'aucun titulaire n'avait été nommé pour un poste distinct de secrétaire général adjoint, le mandat confié au Bureau avait néanmoins été regroupé avec celui qui a trait aux petits États insulaires et aux pays sans littoral en développement, les délégations ont indiqué que cet arrangement demeurerait un sujet de préoccupation pour elles.

118. Quelques délégations se sont inquiétées des conséquences néfastes des crises économiques et financières pour les pays en développement de façon générale et pour le développement de l'Afrique en particulier. Il convenait de formuler des stratégies appropriées pour atténuer leurs effets socioéconomiques et assurer l'obtention de progrès dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015.

119. Les délégations ont également reconnu que la coopération Sud-Sud était un facteur important pour faire avancer le programme de développement de l'Afrique et souligné les aspects complémentaires de la coopération Sud-Sud et de la coopération Nord-Sud.

120. Par ailleurs, quelques délégations ont rappelé le paragraphe 103 du rapport du Secrétaire général et émis des réserves au sujet de la recommandation selon laquelle les organismes des Nations Unies devraient aligner leurs cycles de planification, de programmation et de budgétisation sur ceux des neuf groupes thématiques afin de faciliter la planification et la programmation des activités du Mécanisme de coordination régionale.

Conclusions et recommandations

121. Le Comité a accueilli avec satisfaction le rapport annuel du Secrétaire général sur l'appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (E/AC.51/2011/4) et recommandé que l'Assemblée générale souscrive aux conclusions et aux recommandations formulées dans ses paragraphes 99 à 105.

122. Tout en lui recommandant d'approuver la recommandation qui figure au paragraphe 103 du rapport, le Comité a prié l'Assemblée générale de réaffirmer la validité des cycles budgétaires actuels, tels qu'elle les a établis par ses résolutions pertinentes. Il lui a également recommandé d'examiner les cycles budgétaires adoptés par les organes directeurs des différents organismes des Nations Unies.

123. Le Comité a noté que les rapports du Secrétaire général sur l'appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique continuaient de s'améliorer et que le rapport le plus récent donnait mieux suite aux recommandations antérieures invitant à faire état de mesures concrètes et de résultats tangibles s'agissant de l'appui apporté par les organismes des Nations Unies aux projets du Partenariat sur tout le continent africain, tout en soulignant qu'il conviendrait de renforcer encore, dans les futurs rapports, l'accent mis sur les effets, tant quantitatifs que qualitatifs, des activités menées par les entités du système des Nations Unies à l'appui du Partenariat, en ce qui concerne les ressources mobilisées.

124. Le Comité a pris note de la décision que les dirigeants africains, s'appuyant sur une vision commune de l'avenir et la conviction ferme et unanime qu'ils avaient le devoir d'éliminer la pauvreté et de mettre leurs pays sur la voie d'une croissance soutenue et d'un développement durable, ont prise en 2001 de lancer un programme pour le développement durable et la renaissance sociale de l'Afrique dans le cadre du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, et recommandé que le système des Nations Unies saisisse l'occasion du dixième anniversaire de l'adoption de ce programme pour renouveler son engagement à l'égard du Partenariat avec la mise en place, en faisant fond sur les mécanismes existants, d'un mécanisme de contrôle pour vérifier la suite donnée à tous les engagements ayant trait au développement de l'Afrique et évaluer régulièrement l'impact de son appui au programme afin de mieux appréhender les lacunes qui restent à combler et les acquis qui peuvent être développés.

125. Le Comité a noté que le système des Nations Unies devait renouveler son engagement à l'égard du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique en mettant au point un système rationalisé fondé sur les résultats qui lui permette de suivre et d'évaluer l'impact de son appui dans la mise en œuvre du programme. À cet égard, il a réaffirmé la nécessité d'améliorer la coordination d'ensemble de tous les programmes et projets de développement exécutés en Afrique.

126. Le Comité a recommandé que le système des Nations Unies continue de renforcer la cohérence des activités qu'ils mène pour soutenir le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, selon les groupes thématiques convenus du Mécanisme de coordination régionale en Afrique et demandé aux organismes des Nations Unies de continuer à tenir compte des besoins particuliers de l'Afrique dans toutes leurs activités normatives et opérationnelles, y compris dans le cadre du financement des programmes et des projets, de la mobilisation des ressources et de l'aide humanitaire.

127. Le Comité a recommandé que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de prendre les mesures voulues pour favoriser la création de synergies entre les entités des Nations Unies qui participent au système des groupes

thématiques afin d'éliminer les chevauchements d'activités et les gaspillages de ressources.

128. Le Comité a également recommandé que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de préconiser l'adoption des mesures qui s'imposent pour améliorer les mécanismes de suivi et d'évaluation de façon que les objectifs, les réalisations escomptées et les indicateurs de succès préétablis soient pleinement pris en compte dans les plans de travail des groupes et des sous-groupes thématiques.

129. Le Comité a recommandé que le système des Nations Unies œuvre en coordination étroite avec l'Agence de planification et de coordination du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, en sa qualité d'organe technique de l'Union africaine, ainsi qu'avec les autres structures de la Commission de l'Union africaine et du Partenariat afin de renforcer encore la mise en œuvre du Plan d'action Union africaine/Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique pour 2010-2015.

130. Le Comité s'est félicité de l'appui que le système des Nations Unies apporte aux travaux du sous-comité de haut niveau sur l'initiative présidentielle en faveur des infrastructures qui visent à encourager le développement des infrastructures régionales par une action politique. Il a reconnu qu'il importait d'assurer une coordination et un appui techniques pour cette initiative, en collaboration avec les commissions économiques régionales, la Banque africaine de développement et la Commission économique pour l'Afrique, compte tenu du fait que l'infrastructure était un facteur essentiel pour faire avancer le programme d'intégration régionale de l'Afrique.

131. Le Comité a réaffirmé que le principal objectif du Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique était de promouvoir et d'appuyer le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique sur la scène internationale, africaine et régionale. À cet égard, il a noté que la direction de ce bureau essentiel n'était pas encore confiée à un fonctionnaire ayant rang de secrétaire général adjoint comme les organes délibérants l'avaient demandé. Le Comité a de nouveau rappelé les résolutions 57/7 et 57/300 de l'Assemblée générale, par lesquelles celle-ci avait créé le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique, ainsi que les recommandations du Comité du programme et de la coordination et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires que l'Assemblée a entérinées dans ses résolutions 62/236, 63/260, 64/243 et 65/244 et les décisions qu'elles contiennent, demandant instamment au Secrétaire général de pourvoir le poste de secrétaire général adjoint chargé du Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique.

132. Le Comité a rappelé la déclaration politique sur la coopération Sud-Sud adoptée par consensus par la Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud, qui s'est tenue à Nairobi du 1^{er} au 3 décembre 2009, et a réaffirmé une fois encore combien il était urgent que le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique s'inspire lui aussi des principes de coopération Sud-Sud dans le cadre de son action pour faire avancer le programme en faveur de l'Afrique et la réalisation des objectifs du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique en gardant à l'esprit que la coopération Sud-Sud ne se substituait pas à la coopération Nord-Sud mais la complétait.

Chapitre IV

Ordre du jour provisoire de la cinquante-deuxième session du Comité

133. Conformément à l'alinéa e) du paragraphe 2 de la résolution 1979/41 du Conseil économique et social et au paragraphe 2 de la résolution 34/50 de l'Assemblée générale, le Comité doit présenter au Conseil et à l'Assemblée, pour examen, l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-deuxième session, ainsi que la documentation nécessaire.

134. Dans sa décision 1983/163, le Conseil économique et social a prié le Secrétaire général de signaler à l'attention des organes intergouvernementaux et des organes d'experts, avant qu'ils adoptent des décisions, toute demande de documentation que le Secrétariat ne serait pas en mesure de satisfaire dans les délais prévus et dans les limites de ses ressources approuvées, et d'appeler l'attention des organes intergouvernementaux sur les cas où des documents risquent de faire double emploi et sur ceux où il serait possible de regrouper ou de fondre des documents portant sur des sujets similaires ou apparentés, afin de rationaliser la documentation.

135. Le projet d'ordre du jour provisoire de la cinquante-deuxième session du Comité présenté ci-après a été établi sur la base des textes portant autorisation des travaux existants et sera mis au point à la fin de la session en cours compte tenu des recommandations adoptées par le Comité.

Projet d'ordre du jour provisoire de la cinquante-deuxième session du Comité

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
3. Questions relatives aux programmes :

- a) Rapport sur l'exécution du programme;

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur l'exécution du programme pour l'exercice biennal 2010-2011

- b) Planification des programmes;

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur le projet de cadre stratégique pour la période 2014-2015 : première partie, plan-cadre, et deuxième partie, plan-programme biennal (résolutions 59/275, 62/224 et 65/244 de l'Assemblée générale)

- c) Évaluation.

Documentation

Examen triennal de l'application des recommandations formulées par le Comité du programme et de la coordination à sa quarante-neuvième

session sur l'évaluation thématique des organes de coordination des Nations Unies : rapport du Bureau des services de contrôle interne

Examen triennal de l'application des recommandations formulées par le Comité du programme et de la coordination à sa quarante-neuvième session sur l'évaluation thématique des enseignements tirés : protocoles et pratiques : rapport du Bureau des services de contrôle interne

Examen triennal de l'application des recommandations formulées par le Comité du programme et de la coordination à sa quarante-neuvième session sur l'évaluation de l'appui fourni par les Nations Unies aux pays les moins avancés, aux pays en développement sans littoral, aux petits États insulaires en développement et à l'Afrique : rapport du Bureau des services de contrôle interne

4. Questions de coordination :

- a) Rapport du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination;

Documentation

Rapport d'ensemble annuel du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination pour 2011/12

- b) Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique.

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur l'engagement du système des Nations Unies en faveur du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (résolution 59/275 de l'Assemblée générale)

- 5. Rapport(s) du Corps commun d'inspection.
- 6. Ordre du jour provisoire de la cinquante-troisième session.
- 7. Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa cinquante-deuxième session.

Annexe I

Ordre du jour de la cinquante et unième session du Comité

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
3. Questions relatives au programme :
 - a) Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013;
 - b) Évaluation.
4. Questions de coordination :
 - a) Rapport du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination;
 - b) Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique.
5. Rapport(s) du Corps commun d'inspection.
6. Ordre du jour provisoire de la cinquante-deuxième session.
7. Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa cinquante et unième session.

Annexe II

Documents dont a été saisi le Comité à sa cinquante et unième session

A/66/82	Rapport récapitulatif sur les modifications à apporter au plan-programme biennal pour l'aligner sur le budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011 et sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013 (résolutions 58/269, 62/224 et 64/229 de l'Assemblée générale)
A/65/6/Rev.1	Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013 : cadre stratégique pour la période 2012-2013
A/66/6 (Sect. 3)	Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013 : affaires politiques
A/66/6 (Sect. 15)	Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013 : établissements humains
A/66/6 (Sect. 17)	Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013 : ONU-Femmes
A/66/6 (Sect. 22)	Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013 : développement économique et social en Asie occidentale
A/66/71	Rapport du Bureau des services de contrôle interne sur le renforcement du rôle de l'évaluation et meilleure application des conclusions des évaluations lors de la conception et de l'exécution des programmes et dans les directives de politique générale (résolution 62/224 de l'Assemblée générale)
E/2011/104	Rapport annuel d'ensemble du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination pour 2010/11 (résolution 2008 (LX) du Conseil économique et social)
E/AC.51/2011/1	Ordre du jour provisoire annoté du Comité du programme et de la coordination
E/AC.51/2011/2	Rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'évaluation du programme du Département des affaires économiques et sociales (résolution 64/229 de l'Assemblée générale)
E/AC.51/2011/3	Rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'examen triennal de l'application des recommandations formulées par le Comité du programme et de la coordination à sa quarante-huitième session sur l'évaluation approfondie du programme Affaires politiques : missions politiques spéciales sur le terrain dirigées par le Département des affaires politiques mais financées par le

	Département de l'appui aux missions (résolution 63/247 de l'Assemblée générale)
E/AC.51/2011/4	Rapport du Secrétaire général sur l'appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (résolutions 59/275 de l'Assemblée générale)
E/AC.51/2011/L.1 et Rev.1	Note du Secrétariat sur l'état de la documentation
E/AC.51/2011/L.2	Note du Secrétariat sur les rapports du Corps commun d'inspection (résolution 2008 (LX) du Conseil économique et social et résolution 59/267 de l'Assemblée générale)
E/AC.51/2011/L.3	Note du Secrétariat : projet d'ordre du jour provisoire de la cinquante-deuxième session du Comité (résolution 1894 (LVII) du Conseil économique et social)
E/AC.51/2011/L.4 et Add.1 à 6	Projet de rapport du Comité et additifs
E/AC.51/2011/INF/1	Liste des délégations

